

■ Élections 2009

“Un bilan raisonnable”

La Liège
Belgique
06.06.09

► Le politologue Pascal Delwit (ULB) analyse le bilan de la majorité sortante.

► L'enseignement sera un défi à relever pour les cinq prochaines années.

Entretien **Stéphanie Bocart**

A la veille du scrutin de ce dimanche, le politologue Pascal Delwit (ULB) revient sur la gestion de la Région bruxelloise sous la majorité sortante de l'Olivier (PS-CDH-Ecolo) et relève les grands défis qui attendent la prochaine équipe gouvernementale.

Pour la première fois en 20 ans, la Région bruxelloise a été gouvernée par une alliance PS-CDH-Ecolo...

Oui. La majorité sortante (PS-CDH-Ecolo-Open VLD-SPA-CD&V) était une majorité originale d'un double point de vue. Primo, elle n'avait jamais vu le jour comme telle. De surcroît, pour la première fois, ni les libéraux ni le FDF n'étaient dans la majorité. Deuzio, pour la première fois, la majorité parlementaire dans le rôle linguistique francophone n'avait pas la majorité des députés au niveau du parlement régional.

Comment jugez-vous le travail réalisé par cet exécutif bruxellois en cinq ans ?

Je dirais que le gouvernement a pu travailler dans une optique relativement stable, dans la mesure où il n'a pas été trop affecté par les interférences externes, sans toutefois qu'elles ne lui échappent complètement, en particulier autour de la campagne de 2007 et, bien entendu, autour du débat institutionnel, ou parfois du non-débat institutionnel. Mais cela a quand même permis de voir que Bruxelles restait un enjeu-clé de ces négociations. Pour le reste, je crois qu'un élément intéressant a été la relative bonne entente des personnes. Je dirais encore que la législation est restée dans un cadre relativement convenu, c'est-à-dire que le gouvernement a fonctionné compte tenu des moyens affectés à la Région, du caractère bilingue de la Région, et du poids des communes. C'est donc un bilan raisonnable mais pas flamboyant. Mais je ne sais pas si c'est possible en région bruxelloise d'avoir un bilan flamboyant compte tenu du fait qu'il y a nécessairement au minimum cinq à six partis autour de la table, deux ailes linguistiques et la loi de financement.

Il y a quand même eu des faiblesses dans ce gouvernement...

Bien sûr. Tous les ministres n'ont pas été aussi performants. Je pense ainsi qu'on aurait pu faire mieux en matière de logement.

L'opposition MR reproche aussi à l'exécutif sortant "d'avoir raté le défi de l'enseigne-

ment-formation en lien avec l'emploi".

Tout qui regarde un peu Bruxelles aujourd'hui se rend compte qu'il y a une réflexion à avoir sur l'enseignement, la formation. Je serais plus prudent sur l'enseignement-formation liés au marché du travail. C'est plus nuancé que cela. Mais il y a quand même un relatif consensus sur le fait qu'il y a un problème d'écart de niveau entre les écoles. Il y donc là un problème à résoudre, en n'oubliant pas que l'enseignement est une compétence communautaire.

Tous les partis démocratiques font de l'enseignement la priorité pour les cinq années à venir. A Bruxelles, surtout, où le chômage des jeunes atteint 35 %.

Il y a en effet un défi énorme en la matière auquel il faut s'attaquer, mais qui doit être pris de manière intégrée, c'est-à-dire que dans une certaine mesure ce que l'on observe au niveau de l'école est la traduction d'une forte dualisation de la Région, à la fois territoriale et liée aux statuts sociaux. Il faut s'attaquer à ce défi car c'est l'avenir de la Région, et qu'il recouvre à la fois comment traiter la dualisation du territoire en compétences, en taux d'emploi, et en taux de chômage. Et l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur, et la recherche scientifique sont un élément de réponse. Quel que soit le parti politique auquel on appartient, c'est le défi qu'il faudra rencontrer pour la prochaine législature, mais

en réflexion étroite avec d'une part la Communauté française et d'autre part avec la Région.

Après le 7 juin, les négociations institutionnelles devront reprendre. La Région bruxelloise remettra sur la table sa revendication d'un refinancement de 500 millions...

On ne saura pas rencontrer les défis majeurs de la Région sans une modification de la loi de financement. Principalement en raison de son statut de capitale nationale, des deux Communautés et européenne, mais aussi de son statut de ville-Région. Tous les Bruxellois, francophones et néerlandophones, savent qu'il faut refinancer la Région. Est-ce qu'on peut y arriver ? C'est une question pour l'avenir de Bruxelles et même de la Belgique. Dans la négociation, je pense qu'on va arriver à un refinancement, mais il faudrait que cela fasse partie d'un règlement d'ensemble de la réforme de l'Etat.

La réorganisation des compétences sera aussi au menu...

Le seul point consensuel est la suppression de la Cocom. Après, il faut être prudent. Deux aspects devront être au cœur des discussions : un aspect intra-francophone (Cocof, Région bruxelloise, Région wallonne et Communauté française) et un aspect "Bruxelles dans ses 19 communes". Il y a encore l'hypothèque de l'élargissement, la communauté urbaine... Il faudra de toute façon avancer vers une approche intégrée.



Pour Pascal Delwit (ULB), la Région bruxelloise devra être refinancée pour rencontrer ses défis.

“Personne en grande forme”

► La ministre-présidence bruxelloise pour Ecolo ?

Pour le politologue Pascal Delwit (ULB), “si on prend les deux principaux partis à l’élection de 2004, le PS et le MR, ce qui est frappant, c’est que les listes ont été constituées sur la base de considérations d’ordre interne et non pour être le plus performantes sur le plan électoral”. Si présenter Charles Picqué comme tête de liste PS est “presque évident”, c’est plutôt “l’équilibre de la liste” qui l’interpelle. On retrouve ainsi Françoise Dupuis en 2^e place, choix qui “n’est pas électoralement le plus porteur”, et une Marie Arena absente de la liste. Au MR, “compte tenu du choix d’Olivier Maingain (FDF) en 2007, les libéraux revendiquaient vraiment la tête de liste pour juin 2009”, enchaîne Pascal Delwit. En 1999, Armand De Decker s’était déjà présenté comme candidat ministre-président, mais il est parti au Sénat. “Il a donc un certain manque de crédibilité comme ministre-président potentiel”, estime le politologue. Quant au CDH, Pascal Delwit juge qu’“il est confronté à un problème d’identité dans cette élection”. Enfin, “la liste Ecolo est assez équilibrée, plus fixée sur l’espace de compétences d’Ecolo et a pris le parti d’essayer de toucher les milieux populaires par la candidature de Jean-Claude Defossé”. Quid après le 7 juin ? “Les trois partenaires (PS-CDH-Ecolo) sont plutôt partants pour reconduire l’Olivier. Mais c’est une élection, c’est l’électeur qui a l’essentiel à dire”, rappelle Pascal Delwit. Deux éléments devront être pris en compte : l’écart entre le 1^{er} et le 2^e parti, et les résultats en Région wallonne. “Si on va vers une majorité sans le PS et avec Ecolo à la Région wallonne, ce sera difficile de ne pas dupliquer à Bruxelles, même si cela sera très difficile pour la régionale d’Ecolo-Bruxelles d’aller avec le MR sans le PS”, commente-t-il. Enfin, “hormis Ecolo, aucun parti n’est en très grande forme”. Donné par les sondages comme 2^e formation après le MR à Bruxelles, Ecolo pourrait bien revendiquer la ministre-présidence. “C’est peut-être un peu tôt pour Ecolo, mais si Ecolo devait être loin devant le PS, on ne comprendrait pas qu’ils ne la revendiquent pas, quitte à ce que cela soit intégré dans une négociation plus large, par exemple Région wallonne-Communauté française”.
St. Bo.

**PERSONNE AGÉE
MALTRAITÉE...**